



Analyse de la sensibilité de l'économie burundaise aux chocs

La crise financière et autres chocs

Septembre 2009

Banque africaine de développement
Département régional Afrique de l'Est 'A' (OREA)

Christian Lim c.lim@afdb.org
Leonard Rugwabiza l.rugwabiza@afdb.org

Original : Anglais
Traduit par : CLSU

TABLE DES MATIERES

	REMERCIEMENTS	i
	SIGLES ET ABREVIATIONS	ii
	RESUME ANALYTIQUE	iii
1	INTRODUCTION	1
2	METHODOLOGIE	2
3	ÉLASTICITES DE LA CROISSANCE ET PREVISIONS DU PIB DE 2009	3
3.1	Vue d'ensemble	3
3.2	Secteur externe	4
3.3	Secteur interne	7
4	PREVISIONS DU BUDGET 2009 DE L'ÉTAT	8
4.1	Vue d'ensemble	8
4.2	Sources de financement	10
4.2.1	Recettes publiques	10
4.2.2	Dons	11
4.2.3	Financement	12
4.3	Dépenses publiques	12
4.3.1	Dépenses d'équipement	12
4.3.2	Dépenses de fonctionnement	13
5	CONCLUSIONS	14
	ANNEXE	16

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé par Christian Lim et Leonard Rugwabiza, économistes à la Banque africaine de développement. L'équipe tient à remercier les membres du gouvernement burundais qui, lors de sa visite en juin 2009, ont consacré du temps à lui fournir des renseignements et à partager avec elle leurs idées. L'élaboration de la méthodologie a bénéficié abondamment de l'expertise technique de Nooman Rebei, économiste de recherche au Département de la recherche de la Banque africaine de développement. L'équipe voudrait par ailleurs souligner, avec gratitude, les précieuses observations formulées par les membres du personnel ci-après : Appolenia Mbowe, Catherine Baumont, Michel Mallberg et Richard Walker.

SIGLES ET ABREVIATIONS

BRB	Banque de la République du Burundi
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
FMI	Fonds monétaire international
PIB	Produit intérieur brut
SOSUMO	Société sucrière du Moso
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

RESUME ANALYTIQUE

1. **Le présent document a pour objectif primordial de fournir des estimations de premier ordre de la sensibilité à court terme de l'économie burundaise aux chocs.** Cette sensibilité est mesurée par les élasticités de la croissance à un large éventail de variables. Ces élasticités offrent un outil pour évaluer les incidences relatives des chocs, ce qui peut particulièrement se révéler utile pour établir l'ordre de priorité des mesures à prendre par les pouvoirs publics.
2. **Par ailleurs, ce document présente les prévisions de croissance et du budget de l'État en 2009,** ainsi que les conséquences à tirer pour les efforts de réforme actuels au Burundi. Ces prévisions sont basées sur les élasticités calculées dans l'étude et elles tiennent compte des chocs découlant de la crise financière mondiale, ainsi que des récents bouleversements qu'ont connus certains secteurs clés de l'offre et la demande, tels que les dépenses publiques et la production agricole.
3. Faute d'analyse quantitative, les récentes discussions des incidences de la récession mondiale sur le Burundi ont souvent consisté en une énumération de l'ensemble des canaux de transmission possibles, sans classement des chocs par ordre d'importance. Aussi est-il difficile de discerner les réponses prioritaires. Pour faire face à cette situation, le présent travail vise à fournir rapidement des outils opérationnels permettant de guider les discussions en cours. L'accent a donc été mis, non pas sur l'analyse de chocs particuliers à l'aide de méthodes d'économétrie complexes, mais sur l'évaluation d'un large éventail de chocs au moyen de méthodes simples. La présente étude doit être considérée comme un premier pas pour répondre au besoin d'analyse quantitative de l'économie burundaise. Il convient de l'affiner grâce à des recherches plus poussées. Dans l'attente toutefois, les élasticités présentées ici peuvent déjà servir à évaluer les incidences des chocs actuels et futurs — pour autant que la structure de l'économie burundaise ne connaisse pas un changement trop sensible.
4. **Les élasticités de la croissance à divers chocs sont résumées ci-dessous.**

Table 0.1: Elasticité de la croissance aux chocs clé

Variable	Elasticité		Méthode
	Changement du PIB en % Pour une augmentation de 10%		
Prix international du pétrole	-0.1%		Equilibre général
Demande globale pour les exports du Burundi, hors café	0.3%		Comptable
Production du café	0.3%		Comptable
Prix internationaux du café Arabica doux	0.6%		Equilibre général
Transferts de fonds	0.8%		Comptable
Dépenses publiques	2.1%		Multiplicateur
Production agricole hors café	3.5%		Comptable

Source: estimations des auteurs

5. Les résultats montrent que les variations des dépenses publiques et de la production agricole peuvent influencer considérablement la croissance, ce qui est peu surprenant et s'explique par leur part importante dans l'offre et la demande du Burundi. Compte tenu de la part relativement modeste, dans le produit intérieur brut (PIB) burundais, des exportations de café et hors café ainsi que des transferts de fonds, une réduction de ces variables devrait avoir des incidences négatives, mais modérées. D'après les estimations, l'élasticité de la croissance aux prix du pétrole est légèrement négative dans l'ensemble, ce qui est cohérent avec le statut d'importateur net du Burundi.

6. **En outre, la croissance devrait atteindre 3,3 % en 2009, en baisse par rapport au taux escompté de 4,8 %¹ indiqué dans la version originale du budget en novembre 2008, cette situation tenant surtout au fait que les dépenses publiques seront plus faibles que prévu. Les importants effets négatifs de la diminution des dépenses publiques sur le PIB pourraient toutefois être contenus si le gouvernement s'attaque avec succès aux sérieux retards dans l'exécution du budget.** Les perspectives macroéconomiques sont principalement influencées par deux chocs positifs et deux chocs négatifs. Côté positif, la production agricole devrait s'accroître considérablement (de 6 % ou 2,1 % du PIB), en raison de conditions météorologiques favorables, et la baisse des prix du pétrole pourrait se traduire par un accroissement du PIB de 0,4 %. L'impact de ces chocs positifs sera cependant plus qu'atténué par un net repli de la consommation publique dû principalement à des retards dans l'exécution des dépenses d'équipement, et par une contraction des recettes provenant des exportations de café liée à la fois à une productivité en baisse et à des prix qui, sous l'effet du fléchissement de la demande mondiale, sont plus faibles que l'année précédente.

7. **Les recettes publiques hors dons devraient baisser de 1,3 % du PIB et les dépenses publiques de 8,9 % du PIB, par rapport au budget approuvé par le parlement en novembre 2008. Le déficit des recettes est susceptible de conduire à des coupures équivalentes dans les investissements publics, le Burundi disposant de peu de marge de manœuvre en matière de financement par la dette.**

8. Le déficit des recettes hors dons découle principalement de gains en efficacité en recouvrement des droits de douane plus faibles que prévu, de la diminution des recettes tirées des taxes sur les produits pétroliers liée à la chute des prix internationaux du pétrole, et de la réduction des dividendes provenant de la Banque de la République du Burundi (BRB) en raison des faibles intérêts rapportés par les placements dans les banques centrales internationales. Ce déficit des recettes est comblé en partie par l'amélioration, au-delà des prévisions, de l'efficacité du recouvrement de l'impôt sur le revenu. Deux importants changements au niveau de la structure des recettes publiques ajoutent des risques considérables : l'application des taxes douanières communes de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à compter de juillet 2009. Les études préparatoires ont cependant montré que leurs effets combinés devraient être neutres.

9. La forte baisse des dépenses publiques tient pour l'essentiel aux sérieux retards dans l'exécution du budget, occasionnés principalement par l'adoption de nouvelles règles de passation des marchés. Ces règles toucheront surtout les dépenses d'équipement financées par les dons. Il s'ensuit que le décaissement de la composante « don en capital » des recettes — destinée en grande partie à des projets d'investissement précis — connaîtra lui aussi un net recul.

¹ Source : Exposé des motifs du projet de loi portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2009.

10. Les conséquences éventuelles à tirer de cette analyse pour les efforts de réforme au Burundi sont les suivantes :

11. **Au cours des prochaines années, un appui budgétaire durable et prévisible contribuerait à soutenir la croissance et à réduire la fragilité.** En effet, comme le conclut cette étude, l'économie burundaise est très sensible aux dépenses publiques et les recettes publiques sont volatiles. Le risque d'une incapacité du gouvernement de faire face aux dépenses de fonctionnement est aussi important, ce qui, combiné avec l'effet de la croissance négative, pourrait conduire à une accentuation de la fragilité du tissu social, par exemple en cas de non-paiement des salaires publics et d'interruption des services publics de base. Parallèlement, il semble crucial de poursuivre les réformes de la gestion des finances publiques, en particulier en vue d'améliorer sensiblement l'exécution du budget et de réduire considérablement le déficit budgétaire, lequel est comblé dans une large mesure grâce à l'aide étrangère à l'heure actuelle.

12. **À moyen et à long terme, il convient d'axer les efforts sur l'appui au développement du secteur privé, afin de diversifier l'économie.** De fait, comme l'ont montré les élasticités de la croissance et les importantes incidences des récents chocs, l'économie burundaise est lourdement tributaire de la consommation publique et de l'agriculture.

1 INTRODUCTION

13. **Le présent document a pour objectif primordial de fournir des estimations de premier ordre de la sensibilité à court terme de l'économie burundaise aux chocs.** Cette sensibilité est mesurée par les élasticités de la croissance à un large éventail de variables. Ces élasticités offrent un outil pour évaluer les incidences relatives des chocs, ce qui peut particulièrement se révéler utile pour établir l'ordre de priorité des mesures à prendre par les pouvoirs publics.

14. **Par ailleurs, ce document présente les prévisions de croissance et du budget de l'État en 2009,** ainsi que les conséquences à tirer pour les efforts de réforme actuels au Burundi. Ces prévisions sont basées sur les élasticités calculées dans l'étude et elles tiennent compte des chocs découlant de la crise financière mondiale, ainsi que des récents bouleversements qu'ont connus certains secteurs clés de l'offre et la demande, tels que les dépenses publiques et la production agricole.

15. Faute d'analyse quantitative, les récents examens des incidences de la récession mondiale sur le Burundi ont souvent consisté en une énumération de toutes les voies de transmission possibles, sans classement des chocs par ordre d'importance, aussi est-il difficile de discerner les réponses prioritaires. Face à cette situation, le présent travail a été engagé pour fournir des outils fondamentaux et opérationnels permettant de guider rapidement les discussions en cours, en adoptant une perspective globale au lieu de se concentrer sur un choc particulier. L'accent a donc été mis, non pas sur l'analyse de chocs particuliers à l'aide de l'économétrie avancée, mais sur l'évaluation d'un large éventail de chocs au moyen de méthodes simples. La présente étude doit être considérée comme une première mesure pour satisfaire la nécessité d'une intensification des travaux d'analyse quantitative de l'économie burundaise et il convient de l'affiner grâce à des recherches plus poussées. Entre-temps toutefois, les élasticités présentées ici peuvent servir à évaluer les incidences des chocs actuels et futurs — pour autant que la structure de l'économie burundaise ne connaisse pas un changement trop sensible.

16. Le document s'ouvre sur une présentation de la méthodologie, laquelle est suivie par une section sur les élasticités de la croissance et les prévisions du PIB pour 2009. La dernière section présente des prévisions détaillées du budget 2009 de l'État.

17. Le tableur contenant les tableaux du rapport et les calculs détaillés sur lesquels repose cette analyse peut être téléchargé (en version anglaise) à partir de la page du site Web de la Banque africaine de développement consacrée au Burundi, à l'adresse suivante :
<http://www.afdb.org/en/countries/east-africa/burundi/>

18. Le tableur ne contient toutefois pas le modèle d'équilibre général utilisé pour analyser les chocs liés au pétrole et au café. La note méthodologique figurant en annexe donne une vue d'ensemble de ce modèle. On peut obtenir de plus amples renseignements à ce sujet en s'adressant aux auteurs.

2 METHODOLOGIE

19. **La méthodologie de calcul vise à définir la direction générale et les ordres de grandeur de l'élasticité de la croissance du PIB par rapport à certain nombre de variables.**

Le choix de cette approche permet de couvrir rapidement un large éventail de chocs sans avoir à collecter d'abondantes données ni à procéder à une fastidieuse analyse. Une telle approche présente l'avantage de fournir rapidement un outil d'analyse opérationnel destiné à guider les débats actuels sur les incidences de la crise financière au Burundi. Cette analyse peut être approfondie en recueillant davantage de données et en menant des recherches plus poussées. Un autre principe de la méthodologie avait trait à l'utilisation d'une approche conservatrice, ce qui signifie que lorsque les données étaient incertaines, nous adoptons des hypothèses pessimistes pour les facteurs tant positifs que négatifs. À titre illustratif, ayant estimé que le déficit des dépenses publiques pourrait se situer entre 19 milliards et 130 milliards de francs burundais, nous avons basé nos prévisions de croissance sur un déficit de 130 milliards de francs burundais, soit la valeur supérieure de la fourchette et l'hypothèse la plus pessimiste. De même, un multiplicateur de valeur 1 a été utilisé pour les impacts positifs tels que l'augmentation de la production agricole, même si un multiplicateur supérieur à 1 était envisageable.

20. **Pour 2009, nous avons d'une part estimé les incidences d'un nombre de chocs sur le PIB et, d'autre part, formulé des prévisions par rapport à l'exécution du budget de l'État, sur la base de la situation de cette exécution à la fin du premier trimestre de l'année.**

21. Nous avons retenu un nombre de chocs sur la base de leur ordre de grandeur et de leur importance pour l'économie au Burundi. L'ampleur de chaque choc a été estimée à partir des données disponibles et des estimations effectuées par les auteurs, lesquelles reposent sur des entrevues menées en juin 2009 avec diverses parties prenantes de l'économie burundaise. Chaque choc est mesuré comme une variation de la valeur d'une variable précise par rapport à sa valeur présumée du moment dans la prévision macroéconomique effectuée en novembre 2008 en vue de la préparation du cadre macroéconomique du budget 2009. Ce cadre prévoyait un taux de croissance de 4,8 %. Les valeurs de référence indiquées dans la « Lettre de cadrage budgétaire pour l'exercice 2009 » qui étaient disponibles ont servi de base d'estimation des chocs. Lorsqu'elles n'étaient pas disponibles, nous avons considéré que les valeurs de référence utilisées dans les prévisions de croissance de 2009 représentaient la valeur moyenne de la variable en 2008. Parmi les chocs positifs figurent : un accroissement de la production agricole hormis celle du café et une baisse du prix du pétrole. Les chocs négatifs sont notamment la diminution des dépenses publiques et du prix du café. L'incidence de chacun des chocs a été estimée sur la base de modèles spécifiques à chaque cas. Les modèles se divisent en trois grandes catégories : le modèle d'équilibre général à anticipations rationnelles, le modèle du multiplicateur keynésien et le modèle comptable. Ces modèles sont expliqués brièvement dans une note méthodologique figurant en annexe. Nous avons formulé l'hypothèse simplificatrice selon laquelle tous les chocs étaient indépendants et additifs.

22. Les perspectives du budget de l'État ont été évaluées en analysant le niveau d'exécution de chaque grand poste budgétaire au cours du premier trimestre de 2009 et en identifiant, sur la base d'entrevues et de divers rapports d'avancement des travaux, les facteurs qui prédomineraient pendant le reste de l'année.

3 ÉLASTICITES DE LA CROISSANCE ET PREVISIONS DU PIB DE 2009

3.1 Vue d'ensemble

23. Les résultats de l'analyse des incidences et du calcul des élasticités sont résumés ci-après.

Tableau 3.1: Résumé des résultats de l'analyse des chocs et du calcul des élasticités de 2009

Choc		Avant	Après	Choc	Choc	PIB	Elasticité	Méthode
Variable affectée		(1)		Incidence positive ou négative	Variation en %	Variation en %	Variation du PIB en % pour une augmentation de 10%	
Production agricole hormis café	% PIB	35%	37%	P	6%	2.1%	3.5%	Comptable
Prix international du pétrole	\$/baril	97	60	P	-38%	0.4%	-0.1%	Equilibre général
Demande mondiale pour les exportations hors café du Burundi	% PIB	2.6%	2.5%	N	-2%	-0.1%	0.3%	Comptable
Production de café	% PIB	3.4%	3.1%	N	-9%	-0.3%	0.3%	Comptable
Prix international du café arabica doux	\$/cents/lb	141	131	N	-7%	-0.5%	0.6%	Equilibre général
Dépenses publiques	M Burf	825	696	N	-16%	-3.2%	2.1%	Multiplieur
Total							-1.6%	

Source: ministère des Finances, BRB, statistiques financières et internationales du FMI et estimations des auteurs

(1) La valeur indiquée dans le cadre macroéconomique du budget 2009 (lettre de cadrage budgétaire) a été utilisée lorsque disponible. Lorsqu'elle n'était pas disponible, on s'est servi plutôt de la valeur moyenne pour 2009

24. L'incidence de chaque choc sur le PIB a été simulée au moyen de divers modèles décrits en détail dans une note méthodologique figurant en annexe. Les élasticités ont ensuite été simplement calculées en divisant la variation du PIB par l'amplitude du choc.

25. **Selon les prévisions, la croissance devrait atteindre 3,3 % en 2009, en baisse par rapport au taux escompté de 4,8 %² indiqué dans la version originale du budget en novembre 2008.** Les perspectives macroéconomiques sont principalement influencées par deux chocs positifs et deux chocs négatifs. Côté positif, la production agricole devrait s'accroître considérablement (de 6 % ou 2,1 % du PIB) en raison des conditions météorologiques favorables, et la baisse des prix du pétrole pourrait s'accompagner d'une augmentation de 0,4 % du PIB. L'impact de ces chocs positifs sera cependant plus qu'atténué par un net repli de la consommation publique dû principalement à des retards dans l'exécution des dépenses d'équipement, et par une contraction des recettes provenant des exportations de café liée à la fois à une productivité en baisse et à des prix qui, sous l'effet du fléchissement de la demande mondiale, sont plus faibles que l'année précédente. Les importants effets négatifs de la diminution des dépenses publiques sur le PIB pourraient toutefois être contenus si le gouvernement s'attaque avec succès au problème des sérieux retards dans l'exécution du budget.

26. **Les élasticités calculées ci-dessus fournissent un outil opérationnel de base pour estimer les incidences à court terme des futurs chocs sur l'économie burundaise.** D'ailleurs, les élasticités calculées dans le contexte de cette étude peuvent toujours servir à évaluer les futures incidences, pour autant que la structure de l'économie ne connaisse pas un changement trop sensible. Il est par ailleurs probable qu'à moyen terme, l'économie burundaise subira essentiellement les mêmes chocs, à diverses intensités et dans divers sens.

27. **Un des enseignements clés qui se dégagent de cette analyse est que d'une part, l'économie burundaise est très sensible aux chocs qui affectent la production agricole et les dépenses publiques, tandis que d'autre part, sa sensibilité aux variations des prix du**

² Source : Exposé des motifs du projet de loi portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2009.

pétrole, de la demande mondiale ainsi que de la production et du prix du café est modérée. Il n'en demeure pas moins, toutefois, que les effets de ces variations sur le dernier groupe de variables pourraient être manifestement considérables si les changements le sont aussi, comme dans le cas des prix du pétrole. Les sensibilités ci-dessus correspondent largement aux contributions respectives de chaque secteur à la structure de l'offre et la demande du Burundi. L'agriculture contribue dans une large mesure à la production du Burundi et la consommation publique constitue la plus grande composante de la demande du pays.

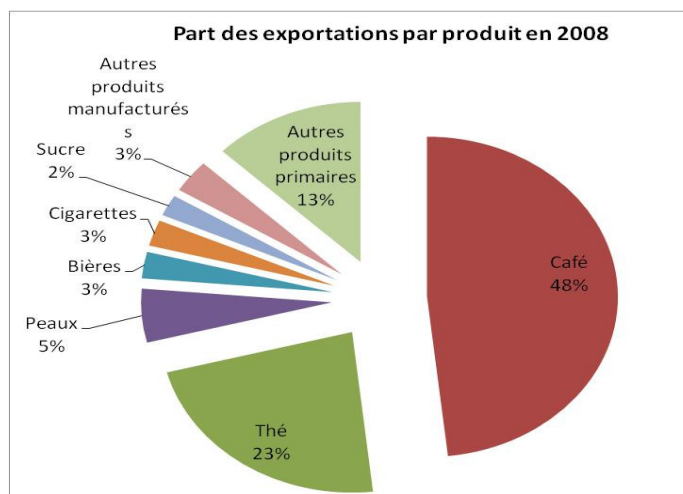
28. Dans la section ci-après, nous présentons l'analyse de chacun des chocs ci-dessus, classés suivant les catégories « secteur externe » et « secteur interne », en nous appuyant sur les résultats de l'analyse du budget de l'État, qui est présentée dans une section distincte.

3.2 Secteur externe

29. Dans cette section, nous analysons les plus importants chocs survenus depuis la préparation du budget 2009 au niveau des exportations, des importations et des flux financiers.

30. Nous répartissons les exportations en deux grandes catégories dont les éléments ont des comportements spécifiques, à savoir les exportations de café et hors café, les unes et les autres représentant environ 50 % des exportations totales.

Graphique 3.1



31. Les exportations de café devraient être plus faibles que prévu en 2009, cette situation tenant à la baisse des prix combinée avec la contraction attendue des volumes de vente.

32. Selon les prévisions, les volumes de vente du café seront de 9 % inférieurs aux attentes, ce qui est cohérent avec la baisse moyenne des exportations au cours des trois dernières années. Les exportations ont baissé en raison d'une détérioration continue de la productivité des caféiers et de la qualité du café. Cette détérioration est imputable à la faiblesse des prix à la production, lesquels n'incitent pas suffisamment les producteurs à assurer l'entretien des plants. La faiblesse des prix à la production est à son tour attribuable à la détérioration de la productivité de la chaîne de production dans son ensemble. Au cours du premier trimestre de 2009, le prix du café arabica doux s'élevait à 1,31 dollar la livre. Nous sommes partis du principe que ce chiffre constituerait également le prix moyen pour 2009 (statistiques de l'Organisation internationale du café). Les prix du café arabica doux sont par conséquent estimés à 1,31 dollar la livre en 2009, contre 1,41 dollar en 2008, ce qui correspond à un recul de 7 %.

33. Comme par le passé, les exportations hors café ne devraient pas être affectées dans une large mesure par le ralentissement de l'économie mondiale. En effet, ces produits sont principalement exportés vers les pays de la CAE (voir graphique ci-après). En outre, une analyse statistique montre qu'il n'existe pas de corrélation entre les exportations hors café et le taux de croissance de la région CAE ou le taux de croissance du Kenya, principal importateur des produits autres que le café en provenance du Burundi. Ce constat est peu surprenant, car les exportations hors café du Burundi consistent en un nombre négligeable de produits, principalement le thé, ce qui indique que les ressorts de l'offre et de la demande de ces produits peuvent être très différents des tendances de la croissance des pays importateurs. Enfin, en janvier et février 2009, les exportations hors café se situaient dans la même fourchette qu'à la même période de 2008 (voir tableau ci-après), ce qui donne à penser à une stabilité de la tendance. En l'absence d'éléments probants précis qui montrent que la récession économique mondiale affecte les exportations burundaises, nous supposons qu'elle n'a pas d'incidence substantielle.

Produit	Principaux acheteurs	Valeur des échanges Millions de francs bur.	Part %
Café	Suisse, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne	33 006	48%
Thé	Kenya, Tanzanie	15 531	23%
Peaux	Kenya, Émirats arabes unis	3 705	5%
Bières	Rwanda, Congo	1 822	3%
Cigarettes	Ouganda, Congo	1 796	3%
Sucre	Rwanda	1 465	2%
Total		68 403	

Source : BRB, Comtrade

Millions de francs burundais	2008	2009
	Janv.-fév.	Janv.-fév.
Exportations de café	3 073	15 551
Total exportations	7 503	20 048
Exportations hors café	4 430	4 496

Source : BRB, Comtrade

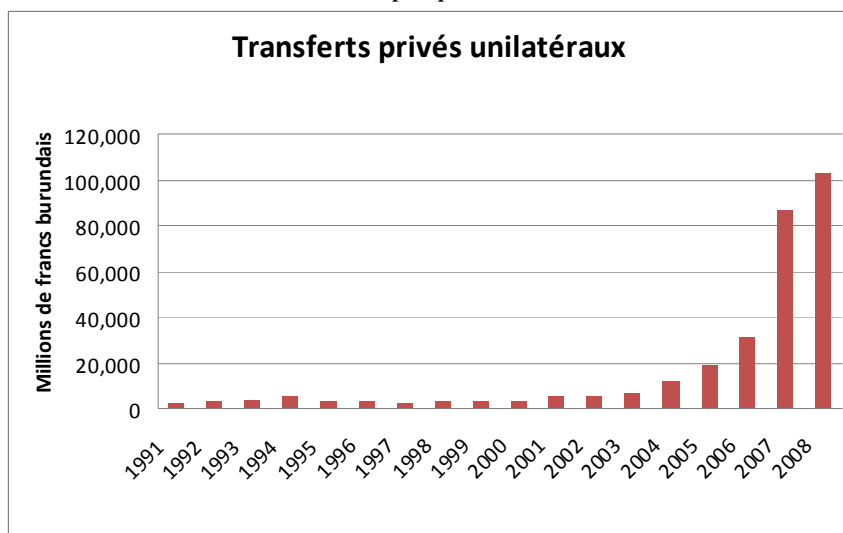
34. L'incidence de la baisse des prix du pétrole, plus grande importation du Burundi, a été estimée à +0,4 % du PIB en utilisant un modèle d'équilibre général. En raison de la récession mondiale, les prix du pétrole sont susceptibles d'être inférieurs de 38 % par rapport aux attentes en 2009, passant d'un cours prévu de 97 dollars le baril (perspectives économiques en Afrique en octobre 2008) à une moyenne de 60 dollars le baril (estimation de l'auteur en avril 2009). L'incidence sur le PIB devrait être positive, le Burundi étant un gros importateur de pétrole.

35. D'autres chocs positifs tels que la baisse des prix alimentaires pourraient être pris en considération. Toutefois, étant donné que le volume des importations alimentaires est de loin plus petit que celui des importations de pétrole et pour assurer une estimation prudente, ce choc n'a pas été pris en compte.

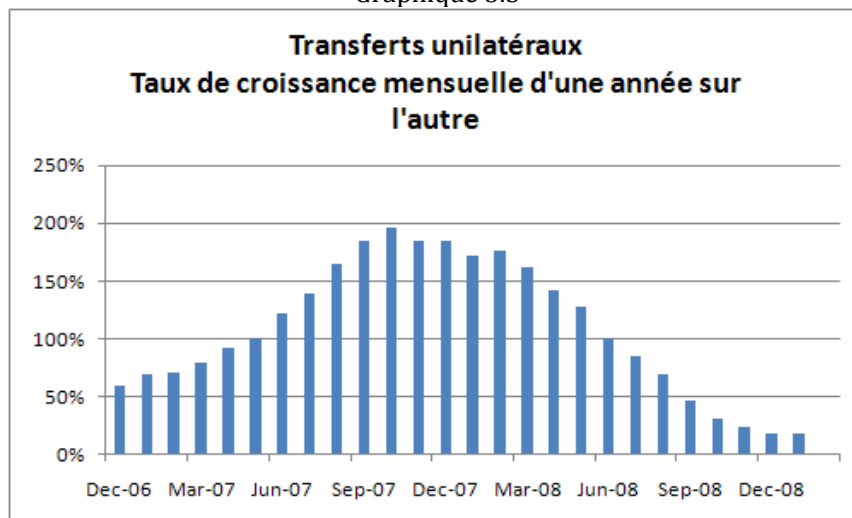
36. D'après les prévisions, les transferts de fonds devraient rester stables en dépit de la crise économique mondiale. Cette hypothèse s'appuie sur une analyse des transferts unilatéraux officiels, utilisés comme une mesure indirecte des transferts de fonds totaux, et elle pose en principe que les transferts de fonds informels suivent les mêmes tendances que les transferts de fonds formels. Cette approche comporte de graves lacunes, les transferts formels étant parfois considérés comme représentant une part négligeable du total des transferts de fonds. Toutefois, en l'absence de données plus fiables et plus objectives, cette indication indirecte reste la meilleure. Il ressort de l'analyse que les transferts privés unilatéraux sont montés en flèche en

2005, s'accroissant d'une moyenne de 80 % par an entre 2005 et 2008 (voir le graphique ci-après). Cette forte augmentation tient probablement à l'amélioration de la situation sécuritaire, dans la foulée des élections de 2005. Le rythme de croissance, mesuré mensuellement comme le taux continu de croissance d'une année sur l'autre (voir le graphique ci-après), a atteint un sommet en décembre 2007 et a ensuite baissé de façon constante pour se stabiliser autour de 20 % en octobre 2008. La baisse du taux de croissance s'est amorcée bien avant la crise financière, ce qui montre qu'il n'existe probablement pas de rapport entre les deux événements. Qui plus est, la croissance s'est stabilisée depuis octobre 2008, peu après le déclenchement de la crise, à un taux annuel de 20 %, soit un chiffre qui reste assez substantiel. Nous tenons par conséquent pour acquis que les prévisions des transferts de fonds demeurent inchangées pour 2009.

Graphique 3.2



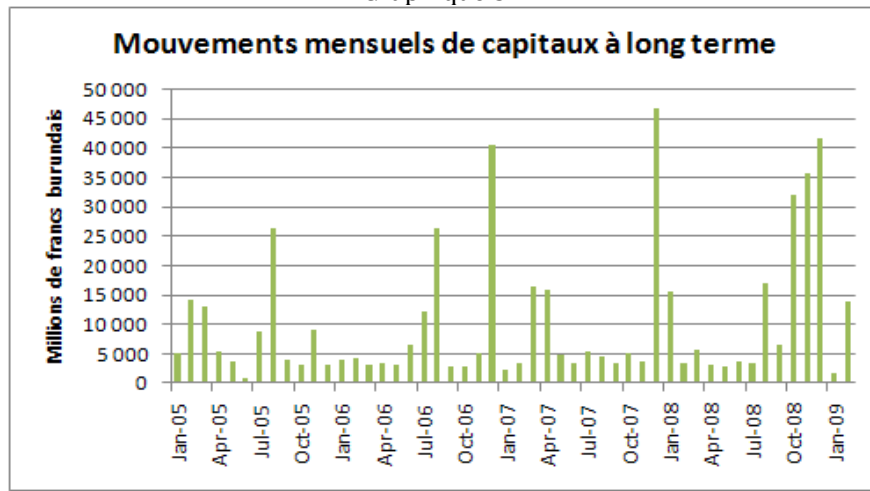
Graphique 3.3



37. En outre, rien ne donne à penser que l'investissement direct étranger est en baisse. Comme le montre le graphique ci-après, les flux de capitaux à long terme se caractérisent par des augmentations soudaines suscitées par de grandes opérations particulières, par exemple dans le secteur bancaire ou des télécommunications. Il s'ensuit que les perspectives pour 2009 dépendent de la réalisation effective d'investissements, surtout dans ces deux secteurs. Pour le

moment, rien n'indique que les plans actuels d'investissement dans le secteur bancaire et des télécommunications soient en cours de réexamen.

Graphique 3.4



38. Enfin, les prévisions des apports d'aide sont examinées dans la section traitant des prévisions du budget 2009 de l'État.

3.3 Secteur interne

39. **La production agricole hors café devrait être de 6 % supérieure aux prévisions**, comme l'ont systématiquement indiqué plusieurs experts agricoles interrogés. En effet, entre la fin de 2008 et les premiers mois de 2009, la pluviosité a été plus favorable que prévu.

40. **La croissance du secteur industriel devrait rester largement conforme aux prévisions.** Le tableau qui se dégage est nuancé, la production de la bière et du savon étant en croissance tandis que celle du sucre, de l'huile de coton et des matériaux de construction étant en baisse. Il convient de noter que le recul des ventes du sucre provenant de la société nationale SOSUMO est imputable dans une large mesure au plafonnement des prix imposé aux détaillants du sucre SOSUMO. Ce plafonnement ne s'applique pas au sucre importé. Les détaillants ont indiqué qu'en raison du plafonnement, la vente du sucre importé leur est davantage rentable, bien que le prix d'achat soit plus élevé.

41. Le principal choc survenu dans le secteur des services découle de la baisse probable de la contribution de l'administration publique.

42. **Les dépenses publiques devraient être inférieures aux prévisions d'un montant atteignant 130 milliards de francs burundais, ce qui affecterait la croissance de 2,1 %.** Cette incidence a été estimée en calculant le multiplicateur gouvernemental établi à partir de séries chronologiques de 19 ans. Elle touchera principalement la demande des importations et, dans une moindre mesure, celle des services intérieurs. Ce net recul est principalement attribuable au retard dans l'exécution des dépenses d'équipement financé à partir de dons, dans la foulée de l'adoption de nouvelles règles de passation des marchés. Cette situation est expliquée plus en détail dans la section sur le budget de l'État.

4 PREVISIONS DU BUDGET 2009 DE L'ÉTAT

4.1 Vue d'ensemble

43. Dans la section ci-après, tous les changements renvoient à des variations par rapport à la version de novembre 2008 du budget 2009.

44. **Les recettes hors dons et les dépenses publiques devraient baisser de 19 milliards et 130 milliards de francs burundais respectivement, soit 1,3 % et 8,9 % du PIB. Ce déficit des recettes est susceptible de se traduire en grande partie par des coupures équivalentes dans les investissements publics, le Burundi disposant de peu de marge de manœuvre en matière de financement par la dette. L'important déficit des dépenses publiques pourrait toujours être contenu, si le gouvernement s'attaque avec succès au problème des sérieux retards enregistrés actuellement dans l'exécution du budget.**

45. Le déficit des recettes est principalement imputable à la baisse, par rapport aux attentes, de l'efficacité du recouvrement des droits de douane, de la diminution des recettes tirées des taxes sur les produits pétroliers liée à la chute des prix internationaux du pétrole, et de la réduction des dividendes provenant de la BRB en raison des faibles intérêts rapportés par les placements dans les banques centrales internationales. Ce déficit des recettes est comblé en partie par l'amélioration, au-delà des prévisions, de l'efficacité du recouvrement de l'impôt sur le revenu.

46. Le déficit des dépenses publiques est occasionné dans une large mesure par les retards dans la mise en œuvre des dépenses d'équipement financées à partir de dons.

47. Les sous-sections suivantes fournissent des détails sur les causes des déficits sus-évoqués.

48. Les tableaux ci-après présentent un récapitulatif des variations des divers éléments des recettes et des dépenses publiques.

	2008 (1)	Montant budgétisé en 2009 (2)	Variation entre 2008 et 2009	Mise à jour en 2009 (3)	Variation entre le montant budgétisé en 2009 et la mise à jour	Variation entre le montant budgétisé en 2009 et la mise à jour	Facteur de la variation entre le montant budgétisé et celui
Recettes fiscales	234	313	33%	303	-10	-3%	
Impôt sur le revenu	60	73	21%	75	2	3%	Amélioration de l'efficacité du recouvrement
Taxe intérieure sur les produits et services	126	143	14%	147	4	3%	Amélioration de l'efficacité du recouvrement
Impositions douanières	44	73	64%	57	-16	-22%	Les dividendes provenant de la BRB sont inférieures aux prévisions
Impositions douanières	4	25	488%	25	0	0%	
Recettes non fiscales	20	33	61%	24	-9	-27%	
Recettes liées au droit de propriété	14	18	31%	9	-9	-50%	Les dividendes provenant de la BRB sont inférieures aux prévisions
Autres recettes non fiscales	7	15	122%	15	0	0%	
Dons	303	365	21%	254	-111	0%	
Dons courants	149	128	-14%	128	0	0%	
Dons en capital	154	237	54%	126	-111	0%	
Total recettes	557	710	27%	581	-130	-18%	
Financements	37	115	207%	115	0	0%	
Total recettes et financements	595	825	39%	696	-130	-16%	

	2008 (1)	Montant budgétisé en 2009 (2) (2)	Variation entre 2008 et 2009	Mise à jour en 2009 (3)	Variation entre le montant budgétisé en 2009 et la mise à jour	Variation entre le montant budgétisé en 2009 et la mise à jour	Facteur de la variation entre le montant budgétisé et celui mis à jour
Total dépenses courantes	353	419	19%	419	0	0,0%	
Dépenses consacrées aux biens et services et autres transferts	319	374	17%	374	0	0,0%	Le retard dans la passation des marchés des biens et des services est censé comblé
Paievements d'intérêt	29	34	17%	34	0	0,0%	
Charges des fonds	5	11	120%	11	0	0,0%	
Total dépenses d'équipement et prêts nets	241	406	68%	276	-130	-32,0%	
Dépenses d'équipement	243	407	67%	277	-130	-31,9%	Retard dans l'exécution et déficit des recettes
Prêts nets du Trésor	-2	-1	-50%	-1	0	0,0%	
Total dépenses	594	825	39%	695	-130	-15,8%	

Source : ministère des Finances et estimations effectuées par les auteurs

(1) Chiffres révisés en août 2008
(2) Montants budgétés en décembre 2008
(3) Estimations effectuées par les auteurs sur la base de l'exécution effective en juin 2009

4.2 Sources de financement

4.2.1 Recettes publiques

4.2.1.1 Impôts sur le revenu et taxes sur les produits et services

49. **Un accroissement de 3 % est prévu**, ce qui est cohérent avec l'amélioration opérée au cours des quatre premiers mois de l'année. Il existe toutefois un risque que la tendance puisse changer après l'instauration de la TVA, bien qu'une étude de la Banque mondiale ait montré que l'effet de cette mesure devrait être neutre.

50. Cette performance est attribuable à l'amélioration, au-delà des prévisions, du recouvrement des recettes fiscales. En effet, le gouvernement a réussi à mettre en œuvre un nombre de réformes du recouvrement de l'impôt sur le revenu, notamment en instaurant une analyse hebdomadaire des recettes suivie de plans d'action et en améliorant le recouvrement des arriérés d'impôt.

51. Cela dit, les gains réalisés sur le recouvrement des recettes fiscales ont été en partie annulés par une baisse de la taxe à la consommation recouvrée auprès de la société sucrière nationale (SOSUMO), cette diminution n'ayant pas été entièrement compensée par une augmentation de la taxe perçue sur les importations de sucre. Le déficit pourrait atteindre 2 milliards de francs burundais au cours des quatre premiers mois, soit 6 milliards de francs burundais si ce montant était extrapolé sur une année. Cette situation pourrait s'expliquer par un net recul des ventes de la SOSUMO, comme on l'a vu au cours du premier trimestre de 2009, en raison de l'imposition d'un plafonnement du prix de détail de son sucre qui rend peu rentable la vente de ce dernier par les détaillants. Le plafonnement ne s'applique pas aux produits importés, d'où l'accroissement des importations de sucre. La taxe à la consommation sur le sucre importé a augmenté de 50 %, passant de 106 milliards de francs burundais à 171 milliards. Cette augmentation est cependant loin de compenser la baisse des taxes recouvrées auprès de la SOSUMO. Cela indique que l'essentiel de l'accroissement des importations de sucre a été illégal. Une autre explication possible est que ce déficit pourrait être simplement lié à la volatilité normale du recouvrement des taxes à la consommation sur les ventes de la SOSUMO, comme l'indique l'histoire. De fait, en 2008, le taux de recouvrement était pratiquement nul pendant cinq mois, le solde des recettes étant également réparti sur les sept mois restants. Compte tenu de l'incertitude entourant l'explication de la baisse des recettes provenant des ventes du sucre, nous avons opté pour l'hypothèse pessimiste selon laquelle ce déficit persisterait jusqu'à la fin de l'année.

4.2.1.2 Droits de douane

52. **Les recettes fiscales tirées du commerce international devraient être inférieures aux prévisions de l'ordre de 16 milliards de francs burundais (baisse de 22 %)**, ce qui s'explique par des améliorations plus faibles que prévu de l'efficacité et par la réduction des prix des produits importés. Les autres risques non pris en compte dans ce cas de figure sont les pertes potentielles de recettes fiscales attribuables à l'application du tarif commun de la CAE, l'adoption de la TVA — en juillet dans les deux cas — et l'institution d'une période transitoire pour la création de l'autorité de recouvrement des recettes — prévue en 2009.

4.2.1.3 Recettes non fiscales

53. **Un déficit global de 9 milliards de francs burundais est prévu.**

54. On s'attend désormais à ce que le montant des dividendes à percevoir de la BRB, qui devait s'élever à 9 milliards de francs burundais, ne dépasse pas les 4 milliards, d'où un déficit de 5 milliards. Cette situation tient aux fortes réductions des taux d'intérêt internationaux, qui diminuent le rendement de l'actif de la BRB.

55. Un déficit lié aux ventes de l'actif immobilisé est également probable, car i) les prévisions de gains en devises de 1 milliard de francs burundais à réaliser par la BRB sont peu susceptibles de se concrétiser ; et ii) le produit de la vente des propriétés foncières de l'État d'une valeur de 3 milliards de francs burundais a été reporté de 2008 au budget de 2009, en dépit de sa nature extraordinaire. Le déficit au niveau de cet élément s'établirait en conséquence à 4 milliards de francs burundais.

4.2.2 Dons

4.2.2.1 Dons courants

56. **L'hypothèse sous-tendant nos prévisions est que les dons courants resteront inchangés.** Une baisse massive de l'aide budgétaire de l'ordre de 36,2 milliards de francs burundais est cependant possible, en raison des préoccupations qu'ont les donateurs au sujet d'un nombre d'évolutions politiques.

4.2.2.2 Dons en capital

57. **Selon les prévisions, 111 milliards de francs burundais de dons en capital ne seront pas décaissés.**

58. Les dons en capital sont octroyés sous forme de projets d'investissement. Il s'ensuit que tout retard dans la mise en œuvre de ces projets entraîne une réduction du taux de décaissement des dons en capital. Comme nous l'indiquons dans la section sur les dépenses d'équipement ci-après, les retards dans l'exécution du programme d'investissement devraient se traduire par un déficit des dépenses d'équipement de 130 milliards de francs burundais. Nous supposons que les pouvoirs publics chercheront à maximiser les dépenses totales. Aussi convient-il que les autorités essaient de remettre à plus tard ou d'annuler, non pas d'autres projets financés par les dons en capital, mais plutôt les projets que devait financer le déficit des recettes de 19 milliards de francs burundais (voir la section sur les recettes publiques ci-dessus). En conséquence, nous considérons que le montant de 111 milliards de francs burundais destiné aux projets d'investissement et qui ne sera pas décaissé est financé par les dons en capital. Cette situation conduit à une réduction du décaissement des dons en capital d'un montant identique.

4.2.3 Financement

59. Aucun important changement n'est prévu dans cette catégorie.

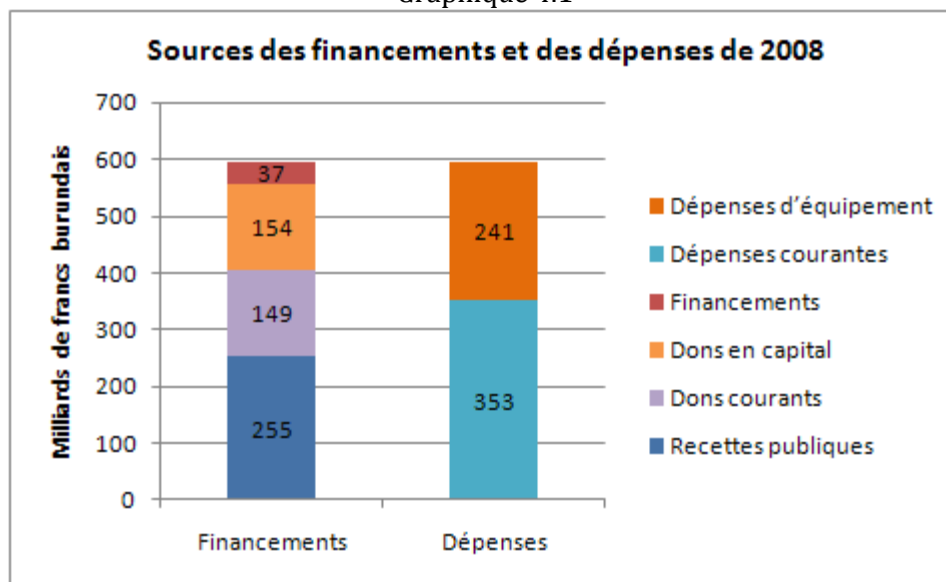
4.3 Dépenses publiques

60. **La situation créée par les retards dans l'exécution du budget, exacerbée par les pressions sur les recettes, pourrait conduire à une baisse des dépenses de l'ordre de 130 milliards de francs burundais.** Ce déficit pourrait être enregistré principalement au niveau des dépenses d'équipement.

61. L'exécution budgétaire accuse des retards considérables. Au 31 mars 2009, les engagements s'élevaient à 19 % de l'allocation budgétaire totale, contre 28 % à la même période de l'année précédente. Le tableau ci-après montre la situation des engagements au 31 mars 2009 dans cinq ministères précis qui absorbent 58 % du budget total de l'État ne provenant pas de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

4.3.1 Dépenses d'équipement

Graphique 4.1



Les dépenses d'équipement sont financées en partie au moyen des dons courants et des recettes publiques. Un déficit des recettes publiques se traduirait en conséquence par un déficit des dépenses d'équipement

En outre, le taux de couverture des dépenses de fonctionnement par les recettes non affectées à une fin particulière (recettes publiques et dons courants) est faible.

62. **Nous prévoyons une réduction des dépenses de 130 millions de francs burundais, soit 32 % des dépenses d'équipement envisagées.** Deux facteurs déterminants suggèrent que le niveau des dépenses d'équipement sera inférieur aux attentes :

63. Premièrement, les retards enregistrés au niveau des dépenses d'équipement sont considérables, le taux d'engagement ne s'élevant qu'à 4,1 %. L'explication qui fait le plus l'unanimité

est que la mise en place d'un nouveau système décentralisé de passation des marchés a occasionné certains retards qui sont de nature transitoire. Il ressort du tableau ci-dessus que le niveau des engagements de dépenses d'équipement, qui s'établit à moins de 4 %, est particulièrement faible dans le secteur de l'éducation et de la santé, lequel bénéficie des deux plus importantes allocations d'investissement. Le niveau des engagements de dépenses d'équipement à la même date en 2008 n'est pas disponible. Nous tenons par conséquent pour acquis que le retard dans les dépenses d'équipement est identique au retard dans les engagements de toutes les dépenses. Au 31 mars 2009, les engagements s'élevaient à 19 % de l'allocation budgétaire totale, contre 28 % à la même période de l'année précédente. Le taux d'exécution se situe donc à 68 % de celui enregistré à la même période de l'année précédente. Ce niveau de retard pourrait donc à lui seul conduire à un déficit des dépenses d'équipement atteignant 32 % ou 130 millions de francs burundais.

64. Deuxièmement, le déficit des dépenses publiques conduira fort probablement à des coupures des dépenses d'équipement, les dépenses de fonctionnement étant pour l'essentiel incompressibles. Les dépenses d'équipement sont financées en partie à même les dons en capital et les dons courants. En raison des pertes de recettes, les dons courants destinés à couvrir les dépenses d'investissement seront par conséquent réorientés vers les dépenses de fonctionnement. Ce facteur à lui seul entraînerait un déficit du même montant que le déficit des recettes, soit 19 milliards de francs burundais.

65. En conséquence, le déficit des dépenses d'équipement se situera probablement entre 19 milliards et 130 milliards de francs burundais. Il s'agit d'une fourchette assez large, qui s'explique par le niveau élevé d'incertitude quant à l'aptitude à obtenir les résultats attendus dans le domaine des investissements publics. Pour effectuer des prévisions prudentes, nous avons utilisé la valeur supérieure de la fourchette, c'est-à-dire 130 millions de francs burundais. Cela conduirait à un taux d'exécution de 68 %, ce qui est globalement cohérent avec le taux d'exécution de l'an dernier qui s'élevait à 64 %³, en dépit du fait que les dépenses d'équipement prévues en 2009 ont augmenté de 68 % par rapport à 2008.

4.3.2 Dépenses de fonctionnement

66. **Les dépenses de fonctionnement devraient rester conformes aux prévisions.** Dans l'ensemble, les dépenses de fonctionnement accusent du retard, comme on le constate par exemple dans les ministères ci-après : Finances, Éducation et Santé publique. Les dépenses de fonctionnement peuvent se diviser en dépenses salariales et non salariales.

67. Le paiement des salaires s'effectue globalement à temps, à l'exception notamment du secteur de la santé (18,5 % d'engagements au 31 mars 2009) où les grèves ont occasionné des retards. On s'attend à ce que les autres dépenses courantes soient elles aussi stables.

68. Les dépenses de fonctionnement non salariales, comme les charges d'entretien, accusent incontestablement un retard qu'il est toutefois possible de rattraper. Telle est l'hypothèse que nous adoptons dans nos prévisions pour estimer de façon prudente le niveau des dépenses. Cependant, alors que nous supposons que les dépenses d'équipement seront inférieures aux prévisions, le montant inutilisé des ressources affectées aux dépenses financées au plan interne peut contribuer à une légère augmentation des dépenses de fonctionnement.

³ Source : gouvernement, ministère du Plan, « Bilan de réalisation du Programme d'investissement public ».

5 CONCLUSIONS

69. **Un des enseignements clés qui se dégagent de cette analyse des élasticités est que d'une part, l'économie burundaise est très sensible aux chocs qui affectent la production agricole et les dépenses publiques, tandis que d'autre part, sa sensibilité aux variations des prix du pétrole, de la demande mondiale, de la production et des prix du café ainsi que des transferts de fonds est modérée.** Il n'en demeure pas moins, toutefois, que les effets de ces variations sur le dernier groupe de variables pourraient être manifestement considérables si les changements le sont aussi, comme dans le cas des prix du pétrole. Les sensibilités ci-dessus correspondent largement aux contributions respectives de chaque secteur à la structure de l'offre et la demande du Burundi. L'agriculture contribue dans une large mesure à la production du Burundi et la consommation publique constitue la plus grande composante de la demande du pays.

70. **En outre, la croissance devrait atteindre 3,3 % en 2009, en baisse par rapport au taux escompté de 4,8 %⁴ indiqué dans la version originale du budget en novembre 2008, cette situation tenant surtout au fait que les dépenses publiques seront plus faibles que prévu. Les importants effets négatifs de la diminution des dépenses publiques sur le PIB pourraient toutefois être contenus, si le gouvernement s'attaque avec succès au problème des sérieux retards dans l'exécution du budget.** Les perspectives macroéconomiques sont principalement influencées par deux chocs positifs et deux chocs négatifs. Côté positif, la production agricole devrait s'accroître considérablement (de 6 % ou 2,1 % du PIB) en raison des conditions météorologiques favorables, et la baisse des prix du pétrole pourrait s'accompagner d'une augmentation de 0,4 % du PIB. Cela étant, l'impact de ces chocs positifs sera plus qu'atténué par un net repli de la consommation publique dû principalement à des retards dans l'exécution des dépenses d'équipement, et par une contraction des recettes provenant des exportations de café liée à la fois à une productivité en baisse et à des prix qui, sous l'effet du fléchissement de la demande mondiale, sont plus faibles que l'année précédente.

71. **Les recettes publiques — hormis les dons — devraient baisser de 1,3 % du PIB et les dépenses publiques de 8,9 % du PIB, par rapport au budget approuvé par le parlement en novembre 2008. Le déficit des recettes est susceptible de conduire généralement à des coupures équivalentes dans les investissements publics, le Burundi disposant de peu de marge de manœuvre en matière de financement par la dette.**

72. Le déficit des recettes hors dons découle principalement de la baisse de l'efficience, par rapport aux attentes, du recouvrement des droits de douane, de la diminution des recettes tirées des taxes sur les produits pétroliers liée à la chute des prix internationaux du pétrole, et de la réduction des dividendes provenant de la BRB en raison des faibles intérêts rapportés par les placements dans les banques centrales internationales. Ce déficit des recettes est comblé en partie par l'amélioration, au-delà des prévisions, de l'efficience du recouvrement de l'impôt sur le revenu. Les études préparatoires ont certes montré que leurs effets combinés devraient être neutres, mais deux importants changements au niveau de la structure des recettes publiques ajoutent des risques considérables : l'application de la structure tarifaire de la CAE et l'instauration de la TVA à compter de juillet 2009.

⁴ Source : Exposé des motifs du projet de loi portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2009.

73. La forte baisse des dépenses publiques tient pour l'essentiel aux sérieux retards dans l'exécution du budget, occasionnés principalement par l'adoption de nouvelles règles de passation des marchés. Ces règles toucheront surtout les dépenses d'équipement financées par les dons. Il s'ensuit que le décaissement de la composante subvention en capital des recettes — destinée en grande partie à des projets d'investissement précis — connaîtra lui aussi un net recul.

74. Les conséquences éventuelles à tirer de cette analyse pour les efforts de réforme au Burundi sont les suivantes :

75. **Au cours des prochaines années, un appui budgétaire durable et prévisible contribuerait à soutenir la croissance et à réduire la fragilité.** En effet, comme le conclut cette étude, l'économie burundaise est très sensible aux dépenses publiques et les recettes publiques sont volatiles. Le risque d'une incapacité du gouvernement de faire face aux dépenses de fonctionnement est aussi important, ce qui, combiné avec l'effet de la croissance négative, pourrait conduire à une accentuation de la fragilité sociale, en cas de non-paiement des salaires publics et d'interruption des services publics de base. Parallèlement, il semble crucial de poursuivre les réformes de la gestion des finances publiques, en particulier en vue d'améliorer sensiblement l'exécution du budget et de réduire considérablement le déficit budgétaire, lequel est comblé dans une large mesure grâce à l'aide étrangère à l'heure actuelle.

76. **À moyen et à long terme, il convient d'axer les efforts sur l'appui au développement du secteur privé, afin de diversifier l'économie. En effet,** comme l'ont montré les élasticités de la croissance et les importantes incidences des récents chocs, l'économie burundaise est lourdement tributaire de la consommation publique et de l'agriculture.

Note méthodologique

Nous présentons succinctement ci-dessous les méthodes utilisées pour évaluer les incidences des divers chocs, notamment les modèles comptable, du multiplicateur et d'équilibre général.

Modèle comptable

Dans ce cas, toute variation absolue de la valeur d'une composante du PIB est censée s'accompagner d'une variation égale de la valeur du PIB.

Exemple : un accroissement de la production agricole de 100 milliards de francs burundais se traduit par une augmentation du PIB de 100 milliards de francs burundais.

Modèle du multiplicateur

Nous nous servons de l'élasticité historique du PIB à une variable donnée pour estimer l'incidence d'une variation de la variable en question.

Exemple : historiquement, si l'élasticité des dépenses publiques au PIB est de 0,4, nous supposons qu'une variation de 1 % des dépenses publiques s'accompagne d'une variation de 0,4 % du PIB.

Modèle d'équilibre général

Le modèle est basé sur des simulations effectuées à l'aide du modèle d'équilibre général stochastique et dynamique qui a été mis au point dans le cadre d'un projet antérieur, à savoir celui relatif à l'étude de l'incidence du renchérissement du pétrole sur les économies africaines. Ce modèle a été utilisé tel quel pour évaluer l'incidence de la baisse des prix du pétrole et nous l'avons adapté pour évaluer l'incidence des chocs sur le prix de tout produit de base, notamment le café dans le cas du Burundi. La description ci-après s'applique au modèle original conçu pour les simulations portant sur le pétrole.

Quelques-unes des caractéristiques du modèle sont similaires à celles des modèles mis au point par Rotemberg et Woodford (1996), Backus et Crucini (2000), Kollmann (2001), Bergin (2003), Leduc et Sill (2004) ainsi que Bouakez et Rebei (2005). Les composantes de l'économie sont les ménages, les entreprises, un gouvernement et une autorité monétaire. Il existe quatre types de produits : un produit final, un produit composite autre que le pétrole, le pétrole et les produits intermédiaires. La figure 1 présente un récapitulatif du secteur productif de l'économie.

Le produit final, destiné à des fins de consommation et d'investissement, est fabriqué par des entreprises complètement concurrentielles qui utilisent comme intrants le pétrole et des produits composites autres que le pétrole. Le produit composite autre que le pétrole est obtenu en combinant des produits fabriqués sur place avec des produits intermédiaires importés. Les produits intermédiaires locaux sont fabriqués par des entreprises monopolistiquement concurrentielles qui utilisent comme intrants la main-d'œuvre et des capitaux nationaux. Les produits intermédiaires fabriqués sur place sont également exportés vers le reste du monde. Les prix des exportations sont libellés en devises (dollars). Les produits intermédiaires étrangers sont importés, au prix mondial, par des entreprises monopolistiquement concurrentielles. Ces produits sont ensuite vendus aux entreprises locales à des prix libellés en monnaie nationale. Il est coûteux de modifier les prix fixés par les entreprises monopolistiques, aussi sont-ils rigides. La rigidité des prix des importations et des exportations rend inopérante la loi du prix unique et conduit à des fluctuations du taux de change réel.

Le pétrole servant à fabriquer le produit final est importé ou extrait sur place, selon que le pays soit importateur ou exportateur net de pétrole. Dans les pays importateurs de pétrole, le gouvernement pratique la tarification en monnaie nationale, acquérant le pétrole au cours mondial et le revendant aux entreprises locales au prix national. Dans les pays exportateurs de pétrole, l'industrie pétrolière est censée appartenir à l'État, lequel vend le pétrole au reste du monde au prix mondial et aux entreprises locales au prix national. Point n'est besoin que ces deux prix soient identiques, même après la conversion du cours mondial en monnaie nationale. Selon le mode de fixation des prix, la répercussion du cours mondial sur le prix national du pétrole peut être totale ou partielle. Dans le modèle, le gouvernement suit une règle susceptible de déboucher sur un taux quelconque de répercussion, compris entre zéro et 100 %.

Le gouvernement finance ses dépenses essentiellement en recourant à la dette publique. Par ailleurs, l'accès aux marchés financiers internationaux peut être limité, selon la gravité des contraintes de financement auxquelles est confronté un pays donné. Les pays qui n'ont qu'un accès limité aux marchés financiers internationaux ne peuvent ni amortir les chocs ni rationaliser la consommation en recourant à l'emprunt international. Le modèle tient compte de cet aspect en assumant les coûts d'ajustement du portefeuille qui sont quadratiques dans le stock de la dette extérieure.

L'autorité monétaire fixe le taux d'intérêt nominal conformément à une règle du type Taylor qui est assez générale pour couvrir pratiquement tous les régimes possibles de politique monétaire et des changes. En particulier, cette règle permet d'emboîter les régimes de change fixe et les flottements contrôlés, qui caractérisent la grande majorité des économies africaines.

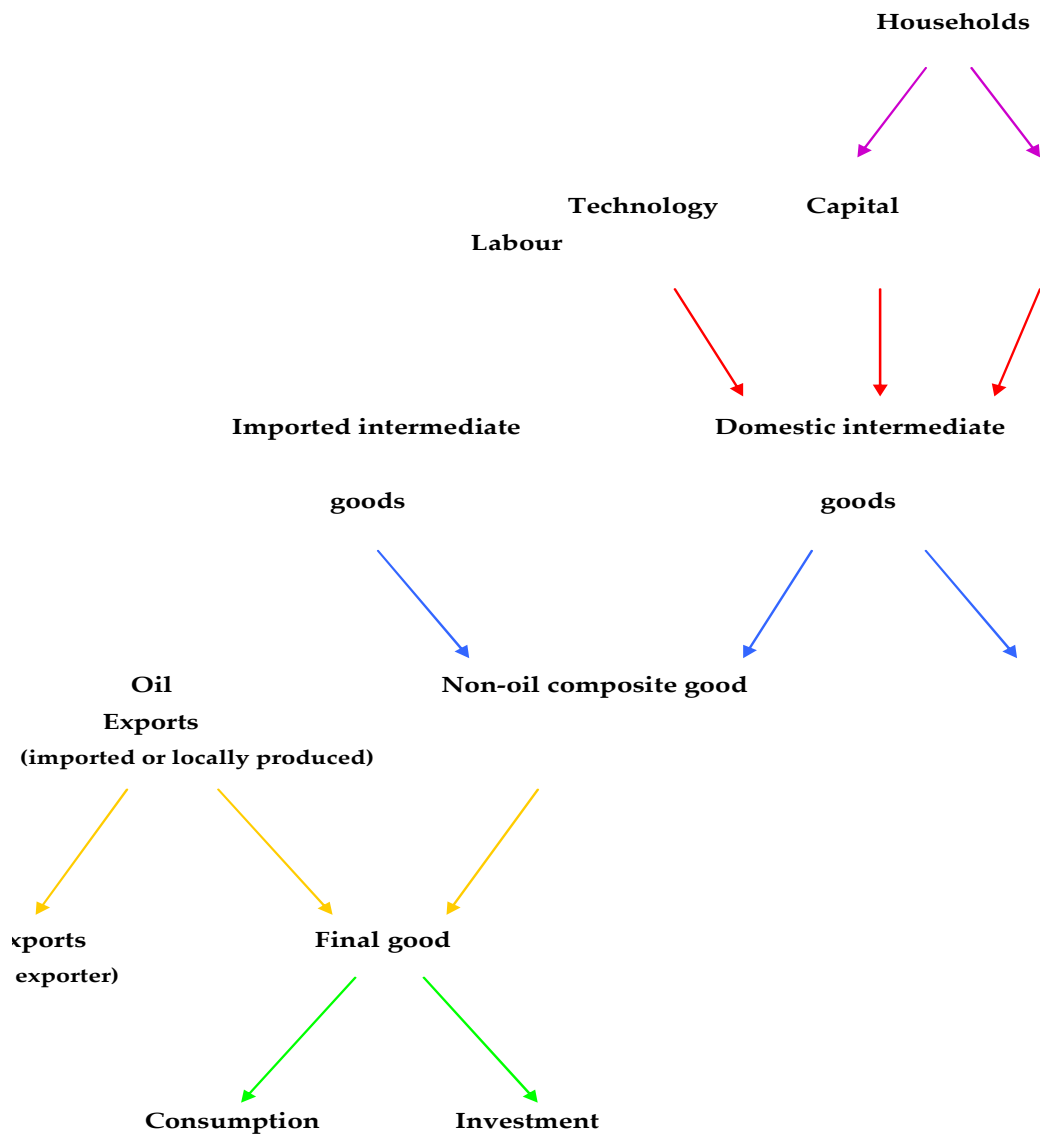


Figure 1: Structure of the production sector